

Tribune socialiste

N° 315 / 16 FÉVRIER 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Retour du Vietnam

D' A. Behar



Préparer l'avenir

Pierre Mendès France

Où va l'U.N.E.F.

J.-F. Pertus

Au terme d'une législature

L. Saintonge
J. Malterre
M. Combes

**Réunions
et meetings
du P.S.U.**

P.S.U. - Morbihan

Les pêches bretonnes ne vivent pas de promesses

Les pêches bretonnes connaissent aujourd'hui une crise grave. La grève des marins-pêcheurs s'est généralisée dans les ports de la côte atlantique et de partout des protestations très vives s'élèvent... Quels sont les motifs du conflit ? Quelles sont les raisons de ce mécontentement général ? Qui est responsable de cet état de crise dans l'industrie des pêches ? A ces trois questions, il convient de répondre par des faits.

Depuis de nombreux mois, les cours du poisson à la production baissent, les marins-pêcheurs — dont les gains sont liés étroitement au produit de la vente du poisson — voient leur salaire diminuer. Le métier de pêcheur reste, malgré une modernisation de certains navires, une profession incroyablement en retard sur tous les plans ; enfin, aucune mesure d'ensemble sérieuse n'a été prise pour tenter d'organiser une industrie qui risque de succomber sous les coups de la concurrence internationale et des spéculations inhérentes au marché actuel du poisson.

Les pêcheurs des ports bretons se battent aujourd'hui pour obtenir le droit de vivre... Les raisons motivant leur colère sont multiples mais elles peuvent se résumer en un seul appel : le droit à une vie d'homme, le droit à vivre... Ceci peut sembler bien simpliste, eh bien, non ! Il s'agit de la vérité trop simple pour être entendue.

Le grand public sait-il que des matelots — naviguant selon le système dit « à la part » — doivent parfois de l'argent à leur armateur au retour d'une marée de quinze jours en mer ? C'est incroyable pensera-t-on, expliquons-nous : les marins naviguant selon ce système ne sont payés qu'au prorata du produit de la vente du poisson *tous frais de la marée* enlevés, ceci à raison de 65 % de la somme au bénéfice de l'armateur et de 35 % pour l'équipage (à partager entre 10 ou 11 hommes). Lorsque la vente est très mauvaise, les frais étant élevés, il ne reste rien à partager et parfois des « frais » restent à rembourser... !

Ces cas extrêmes ne sont qu'exceptionnels mais des gains dérisoires de l'ordre de 20, 15 ou 10.000 anciens francs, pour quinze jours de travail en mer, ne sont pas rares...

Ceci ne constitue qu'un aspect de la condition de marin-pêcheur. Les horaires — ou plutôt l'absence d'horaires — à la pêche font de l'homme

un véritable esclave du poisson, enfin son régime social — les invalides — transforme le travailleur de la mer en un véritable prisonnier de son milieu.

Les pêcheurs ne peuvent plus accepter leur condition d'homme à part travaillant selon des normes dignes des fabriques du XX^e siècle, ils aspirent à ...gagner leur et ...à vivre humainement.

La pêche est en crise... qui est responsable ? « personne » diront les technocrates, il s'agit du « contexte économique ». Les paroles de représentants des pouvoirs publics — parmi les plus hauts placés — sont éloquentes à ce sujet : « le Marché commun ne peut être remis en cause... les importations de poissons ne sont pas compressibles... il faut automatiser les navires... la concurrence est inévitable... la pêche française doit se rendre compétitive... etc. ». Personne, parmi ceux qui par ailleurs prodiguent des promesses n'a évoqué les vraies responsabilités et parfois, les premiers intéressés — les pêcheurs — regardent vers des horizons de type « miroir à alouettes ».

Les pêcheurs se battent... mais ils se débattent aussi dans un système qui ne peut, tel qu'il est institué, que les étouffer. Les pêcheurs luttent contre le marasme du marché du poisson, ils demandent une revalorisation de leurs produits, ils ne veulent plus d'une concurrence déloyale, ils exigent un salaire minimum (pour ceux d'entre eux qui naviguent à la pêche industrielle et bientôt sans doute aussi pour tous...) permettant à leur famille de vivre... Mais ont-ils recherché la racine de leurs maux ? Ont-ils fait le lien entre leur système de travail et le système économique de notre pays ?

Les pêcheurs se battent contre les conséquences de ce système, mais il reste à dénoncer un régime économique qui fait fi du travail du marin pour ne considérer que le profit de quelque groupe. Il reste aussi à reconnaître le lien existant entre l'économie, donc la pêche et le travail des pêcheurs, et le régime politique. Un régime capitaliste ne peut pas résoudre la crise de la pêche, les pêcheurs ne l'intéressent pas en tant qu'hommes, ils ne sont que des outils de production dont on ne peut pas encore se passer (en attendant l'automation complète des chalutiers). Seule une véritable planification démocratique peut permettre à la pêche française et donc aux ports

bretons de s'organiser. Il faudra régulariser le marché du poisson à partir des besoins de la consommation et éliminer tous les profits inutiles, un effort de participation sera nécessaire et les professionnels de la pêche devront prendre en main eux-mêmes l'organisation de leur métier selon des plans établis pour la recherche du bien commun.

Les marins-pêcheurs ne doivent rien attendre des promesses plus ou moins démagogiques, ils doivent de pair avec les autres couches du monde du travail, œuvrer à un changement radical du régime. Le dénouement de la crise de la pêche est à ce prix. Que personne ne s'illusionne, cette transformation ne se fera pas toute seule, chacun se doit de lutter dans ce combat pour le droit à la vie de marin-pêcheur. Le Parti Socialiste Unifié (P.S.U. Fédération du Morbihan) pour sa part soutient cette lutte et propose pour chaque secteur de l'économie, dont la pêche, et de la vie du pays un contre-plan parfaitement réalisable dans le cadre d'un régime qui s'opposant à l'oppression de l'homme lui permettrait son plein épanouissement. □

L'escalade du Milliard

A l'occasion de la fête du Tet qui marque le Nouvel An vietnamien, le Mouvement du Milliard a remis à M. Le Dinh Nhan, représentant de la Croix-Rouge de la République Démocratique du Vietnam, un nouveau chèque de 20 millions d'anciens francs ; cela porte à 80 millions le total versé depuis le début de la collecte.

Les organisateurs du Mouvement ont enregistré une rentrée de 31 millions en décembre et de 28 millions en janvier, avec un important développement en province dans les dernières semaines. Ils ont décidé de poursuivre leur collecte avec le maximum d'efforts et de maintenir cette forme de soutien au peuple vietnamien devant l'aggravation chaque jour plus angoissante de l'escalade des Etats-Unis.

Le représentant de la Croix-Rouge de la République Démocratique du Vietnam les a félicités de cette décision ; il renouvelle ses remerciements chaleureux à tous ceux qui veulent ainsi apporter une aide concrète au peuple vietnamien dans sa lutte contre l'agression américaine. □

Les marches du M.C.A.A.

Le 23 avril prochain, des « marches de la Paix » dans la plupart des régions de France seront organisées par le M.C.A.A.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

comme chaque année, depuis trois ans. L'an dernier, ces marches ont obtenu un grand succès : participation beaucoup plus importante que précédemment, accueil très favorable de dizaines de milliers de personnes.

C'est bien là, d'ailleurs, la véritable raison d'être de ces marches. Par ces manifestations assez insolites — marcher pendant dix, quinze ou vingt kilomètres pour la Paix n'est pas commun — l'on parvient à sensibiliser de larges couches de la population qui ne pourraient être sensibilisées d'une autre manière.

Les thèmes essentiels des marches du 23 avril seront : lutte pour la paix au Vietnam, contre la force de frappe française, contre toutes les bombes, campagne contre la faim dans le monde.

Bien que les lieux des marches ne soient pas encore définitivement fixés, onze marches sont prévues dans les régions ou départements suivants : région parisienne, Bretagne, Vaucluse, Hérault, Basses-Pyrénées, Haute-Garonne, Rhône, Doubs, Nord, Moselle, Normandie. □

 Editorial

Préparer l'Avenir

Pierre Mendès France

Tout le monde s'interroge sur l'après-gaullisme. Preuve que les Français ont conscience de l'incertitude et de la précarité de la situation actuelle. Ils se rendent compte qu'un homme seul, véritable monarque, a instauré un système de pouvoir personnel qu ne peut fournir à la France un mode de gouvernement définitif.

Personne ne croit vraiment à la survie du régime actuel. Les plus confiants supposent « qu'il durera autant que de Gaulle » ou qu'un de ses épigones arrangera ensuite une transition vers un système plus équilibré. Chacun se rend compte de la fragilité de ces perspectives. D'où, pour l'avenir, un sentiment d'inquiétude très généralement répandu. D'où aussi l'importance, pour les hommes de gauche, de formuler, en termes clairs, la politique de rchange qui doit s'opposer à celle de la majorité sortante. Cette dernière, on le sait, est elle-même divisée par les intrigues de cour des héritiers présomptifs en lutte pour la succession.

De menace en menace

Lors de chaque consultation populaire (référendum, élections...) le général de Gaulle pose aux citoyens une sorte de question de confiance : tantôt il les menace de retourner à Colombey - les - deux - Eglises si son parti n'atteint pas la majorité; tantôt, comme l'ont annoncé récemment deux de ses ministres, de recourir à de véritables sanctions (tirées de l'abus de l'article 16 de la Constitution). Chaque fois, les électeurs ont l'impression qu'ils doivent maintenir la majorité politique actuelle s'ils veulent éviter une crise aiguë. Ce grand jeu de « quitte ou double » l'opinion ne l'acceptera pas indéfiniment.

— Pourquoi donc la gauche n'a-t-elle

pas fait jusqu'ici plus de progrès dans la voie de son remembrement, de la formation d'une puissante force de progrès, expression et instrument des aspirations profondes du pays ?

Un accord total sur une politique

Certes, la constitution d'une gauche plus unifiée et plus solide a fait du chemin depuis un an. On l'a vu lors des élections présidentielles. On l'a encore vu lors de la conclusion des accords entre la F.G.D.S., le P.S.U. et le P.C. qui, bien qu'insuffisants, sont beaucoup plus et beaucoup mieux que de simples accords électoraux.

Il n'en reste pas moins que trop de méfiances et de malentendus subsistent qui retardent d'autant une nécessaire coopération. Il faut œuvrer sans relâche pour déterminer les volontés et les objectifs communs qui permettront aux hommes et aux formations démocratiques et socialistes de travailler ensemble de plus en plus étroitement.

Ce que les masses attendent de nous, ce qu'elles exigeront bientôt, c'est un accord plus total et plus profond que ceux déjà réalisés, c'est la définition des buts politiques que la gauche poursuit et qu'elle s'engage à atteindre.

Voilà pourquoi la mise au point d'un véritable programme commun à toutes les forces de progrès doit rester au centre de nos préoccupations. On nous interroge souvent pour savoir ce qui se passera si la gauche obtient la majorité aux élections. Notre réponse est claire : le gouvernement de la gauche devra se constituer sur la base d'un contrat précis formulant, suivant un calendrier rigoureux, les objectifs à atteindre, sans défaillance ni surenchère, au cours de la prochaine législature.

Le pays tout entier devra être saisi de ce contrat pour que l'opinion publique puisse en contrôler l'exécution, c'est-à-dire vérifier comment sont tenus les engagements pris en commun.

Voter pour les candidats du P.S.U., c'est approuver cette exigence d'un contrat politique loyal reposant sur un programme solide, détaillé et cohérent.

L'enjeu

Au cours des cinq prochaines années, toutes les grandes affaires qui engageront notre avenir pour longtemps vont recevoir des solutions. Ces solutions seront-elles bonnes ou mauvaises ? Voilà l'enjeu. Sur chacune d'elles nous devons dire ce que nous proposons et ce que devraient être les décisions d'un gouvernement d'action et de progrès soucieux de promouvoir une politique nouvelle, marquée du sceau des aspirations des Français au XX^e siècle.

Que veulent-ils ? Tout d'abord une vie économique et sociale qui ne soit plus constamment menacée par des instabilités, des incertitudes et des injustices de toutes sortes. Ils veulent encore : une vie collective où régnera une répartition plus juste et plus équitable des fruits globaux de la production, une expansion mieux assurée garantissant un gagne-pain aux jeunes comme aux adultes et la sécurité aux vieux ; enfin, une participation de chacun aux décisions dont dépend son sort dans la nation, dans la région, dans la cité, dans l'entreprise...

Au cours des années d'après-guerre, la France n'a jamais su choisir une véritable politique économique. Les choix essentiels dont dépend l'avenir n'ont jamais été clairement soumis à l'opinion. Plus encore : le V^e Plan, actuellement en vigueur, ne donne à ce sujet aucune garantie.

C'est pour remédier à tous ces inconvénients que nous proposons un programme économique animé par un esprit de justice et d'efficacité avec la ferme volonté d'assurer le plein emploi et la sécurité de la classe ouvrière.

Le pays doit ratifier un programme réaliste

Le débat électoral, dans la mesure où cela dépend de nous, portera sur les problèmes qui préoccupent tous les hommes et toutes les femmes de ce pays. Les candidats du P.S.U. ne se contenteront pas de critiquer l'U.N.R. et la V^e République. Ils exposeront point par point les solutions nécessaires pour redresser la situation présente dans l'ordre économique, international, institutionnel, pour rattraper les retards, pour contribuer au renforcement de la paix. Les électeurs sauront pourquoi ils votent ; ils sauront quelle politique peut et doit être faite demain, si une nouvelle majorité l'emporte.

Je doute fort qu'à travers la France les candidats gaullistes puissent agir de même. Ils ne savent pas ce que décidera l'homme qui, en toutes choses, ordonne souverainement pour eux et leur impose ses volontés. Voter pour l'U.N.R., c'est vraiment voter pour une politique inconnue et que personne ne peut aujourd'hui se vanter de prévoir.

La voix du peuple

Le peuple français fera bientôt entendre sa voix. Loin de renoncer, de se désintéresser, d'abdiquer, il devra faire prévaloir ses aspirations et ses volontés sur des sujets vitaux qui commandent son sort présent et l'avenir de nos enfants. Voter, ce n'est pas confier purement et simplement le pouvoir ou une partie du pouvoir à un homme ; c'est donner des ordres sur la conduite des affaires publiques pour les années qui viennent. Un candidat respectueux du suffrage universel n'aura pas le droit d'éluder les problèmes et de se réfugier dans des réponses vagues ou générales ; il lui faut s'expliquer complètement, voire courageusement, sur les affaires du pays, avec la seule volonté de faire avancer les causes auxquelles il est attaché. A travers le pays, les candidats du P.S.U. ne manqueront pas à ce devoir. □

 Les derniers candidats du P.S.U.
Eure-et-Loir 3^e Châteaudun :

Daniel COGNEAU, professeur d'éducation physique, conseiller municipal.

Maine-et-Loire 2^e Angers Sud-Est :

Marcel REGGUI, professeur.

Savoie 3^e Chambéry Sud :

Michel POENSIN, professeur.

Seine-Maritime 4^e Clères-Pavilly :

Christian FARJON, cadre commercial.

Hauts-de-Seine 13^e Antony-Bagneux :

Bernard RAVENEL, professeur.

Paris 11^e-12^e Arrondissement Bel-Air :

Philippe LAUBREAUX, secrétaire fédéral de la Fédération de Paris.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

□ Limousin

Michel Kellermann à Ussel

Dominique Yvoire

Avec Pierre Ferrand dans la première circonscription de la Creuse (Guéret) où il a des chances d'être élu au second tour de scrutin, le P.S.U. présente dans le cadre du Limousin un candidat typique de la « gauche nouvelle » dans la troisième circonscription de la Corrèze à Ussel.

Il est d'abord intéressant de décrire la configuration électorale de la circonscription. Nous nous trouvons dans une région où une hostilité traditionnelle a de tout temps ou presque, opposé socialistes et communistes. Il était par suite inévitable que l'accord national entre F.G.D.S. et P.C.F. rencontre de nombreux obstacles dans un secteur mal préparé à l'entériner. Or, c'est ici que la majorité V^e République a choisi de frapper un grand coup, tenant c'est l'évidence à profiter des conflits internes qui minent la gauche et avançant le thème de la rénovation économique et sociale d'une région qui en a grandement besoin.

En 1962, au second tour, c'est le socialiste François Var qui l'emporte contre le communiste Emon par 15.986 voix contre 15.106. Au premier tour les scores respectifs étaient de 9.912 et 11.548, tandis que le représentant de l'U.N.R. faisait 9.213 voix. Le retrait de ce dernier assurait l'élection de Var qui se trouvait être au surplus le maire de la ville.

Précisément aux élections municipales de mars 65, François Var perdait la mairie au deuxième tour de scrutin, au terme d'une triangulaire acharnée. En effet, les communistes s'étant maintenus, réponse à novembre 1962, ce fut une liste dite « apolitique » qui l'emporta sous le leadership d'un médecin, le Dr Belcour.

Aujourd'hui, dans le cadre des législatives, l'on savait depuis longtemps que la majorité allait lancer l'une de ses « vedettes » en la personne de M. Chirac, conseiller auprès de Pompidou. M. Chirac qui a réussi à avoir comme suppléant le même Dr Belcour devenu un peu plus « politique » qu'en mars 1965, a entamé sa campagne depuis de nombreux mois. Dans une région particulièrement déshéritée, il a appuyé son action sur une multitude de petites « aides » aux uns et aux autres, qu'il espère bien amener ainsi à voter pour l'U.N.R. Le P.C.F. présente le même candidat qu'en 1962.

C'est là qu'intervient un autre phénomène, puisque aussi bien le P.S.U., en contrepartie de l'accord

réalisé à Brive, où aucun candidat n'est opposé à Roland Dumas, a désigné Michel Kellermann, dentiste à Egletons, pour défendre sa politique. Passant outre à cette entente implicite, la F.G.D.S. a lancé le propre frère de F. Mitterrand, Robert. Il faut dire que cette désignation s'explique parce qu'aucune personnalité locale n'avait voulu de la place en raison même de l'accord F.G.D.S./P.C.F. qui prévoit le désistement du fédéré au cas où le communiste arrive en tête.

Dès lors la venue de M. Robert Mitterrand s'explique essentiellement pour faire appliquer les principes dudit accord et ainsi imprimer un courant « unitaire » dans une région qui y est assez profondément étrangère.

Pour le candidat P.S.U., il s'agit avant tout d'étendre une implantation forte dans la région de Brive, mais qui n'avait jamais jusqu'ici donné lieu à une candidature ailleurs qu'à Brive.

D'autre part, à la suite du Colloque Socialiste de Brive, la candidature de M. Kellermann a également pour but de populariser les thèmes débattus au Colloque : description du sous-développement du Limousin, solutions avancées pour contrebalancer la propagande officielle. Soulignant que les principaux problèmes se résument aux mesures qui doivent être prises pour freiner la régression démographique de la région, M. Kellermann préconise entre autres la nécessité d'implantation d'entreprises industrielles, du remembrement agricole, du regroupement communal, de l'amélioration indispensable des moyens de communication, de l'augmentation des salaires, des transformations de l'équipement social, et du développement d'un tourisme populaire largement adaptable à une région qui pourrait en avoir la vocation. Bref contre la candidature Chirac, le P.S.U. propose un véritable contre-plan régional dont l'instrument serait la C.R.I.P.E. (Caisse dont nous avons analysé les mécanismes dans le numéro 313 de T.S.).

Le véritable enjeu de l'élection d'Ussel consiste bien dans cette confrontation entre le plan officiel, « irréalisable » en raison des options sociales et économiques du régime et le contre-plan de la « gauche nouvelle ». □

□ Paris

Des difficultés inutiles

Rémy Grillault

S'il est un lieu où l'union de la gauche s'imposait dès le premier tour, c'est bien à Paris : d'abord parce que tout ce qui se produit dans la capitale prend valeur d'exemple national ; ensuite parce que les querelles de clans qui opposent les candidats réactionnaires, gaullistes orthodoxes ou dissidents, lecanuétistes, tixiéristes ou farfelus, donnaient à une gauche unie des chances accrues d'effacer les désastreux résultats de 1962 enserrant nos vingt arrondissements dans le carcan de 31 députés U.N.R.

Cependant, ce n'est malheureusement pas dans l'unité que la gauche abordera la campagne du premier tour. Le P.S.U. pour sa part regrette une telle situation qu'il a tout fait pour éviter ; pendant des mois, nous avons proposé un candidat unique de la gauche dans chaque circonscription ; devant le refus du P.C.F. et de la F.G.D.S. nous nous sommes rabattus sur la proposition de quelques candidatures-témoins qui auraient pu être soutenues en commun, celle de Daniel Mayer à Alfortville par exemple, ou celle de Pierre Cot dans le XIII^e. Le Parti Communiste refusa. Notre Conseil National de décembre 66 fit alors une troisième proposition : constatant que dans plusieurs circonscriptions, notamment au centre de Paris, la multiplication des candidatures de gauche risquait d'entraîner leur commune élimination au second tour, nous proposons que dans ces cas-là au moins, on s'entende sur un seul nom. Même refus de la part du P.C.F. et de la F.G.D.S.

A défaut d'accord de toute la gauche, était-il possible d'aboutir à des ententes avec une partie de la gauche ? C'est ce que nous avons tenté d'obtenir de part et d'autre. Dans le XIII^e arrondissement, notre 13^e section a proposé au Parti Communiste que la candidature de Pierre Cot devienne celle de toute la gauche ; le suppléant serait resté communiste, mais la campagne aurait été menée en commun et le candidat aurait accepté le soutien de plusieurs organisations. La volonté du P.C.F. de compter ses propres voix et de faire de Pierre Cot un candidat purement communiste empêcha l'entente : dans ces conditions, le P.S.U. dut se résoudre à l'application stricte de l'accord qu'il avait signé avec le P.C.F. le 7 janvier et qui stipulait : « pour le premier tour de scrutin, chaque formation ira à la bataille avec son propre programme et ses candidats ».

Michel Grimal, militant syndicaliste, sera le candidat du P.S.U. dans le 13^e arrondissement (gare).

Du côté de la F.G.D.S. l'accord national conclu avec le P.S.U. prévoyait l'absence de candidat fédéré dans le 5^e arrondissement, où se présente Robert Verdier, et dans le 13^e arrondissement (Maison-Blanche) où Claude Bourdet défendra les couleurs du PSU. En revanche, le P.S.U. ne devait pas présenter de candidat contre Georges Bauchamp dans le 20^e (31^e circonscription), et contre Gaston Gévaudau, président du Conseil Général de la Seine dans le 18^e (26^e circonscription). Spontanément les deux formations décidèrent de ne pas opposer de concurrent à Colette Audry (P.S.U.) dans le 16^e et à Marie-Thérèse Eyquem (F.G.D.S.) dans le 12^e.

Pouvait-on aller plus loin ? Nous l'espérons ; à défaut d'un accord général sur Paris — souhaitable mais difficile à réaliser — le P.S.U. proposa une entente portant sur les circonscriptions les plus importantes. Puisqu'il y a deux circonscriptions dans le 14^e, ou dans le 2^e, pourquoi ne pas en attribuer, compte tenu des résultats de 62, une au P.S.U. et une à la F.G.D.S. ? Puisqu'il y en a 3 dans le 15^e et dans le 18^e pourquoi ne pas en laisser 2 à la F.G.D.S. et 1 au P.S.U. ? La raison semblait recommander une telle répartition. La vérité oblige à dire que les dirigeants de la F.G.D.S. s'y opposèrent, repoussant suivant l'expression de l'un d'eux « les demandes du P.S.U. et les pressions des propres candidats de la Fédération ». On discerne mal les raisons d'un tel choix : impossibilité d'arbitrer entre les exigences des différentes « familles » de la Fédération ? Volonté de capitaliser sur eux seuls les souvenirs du courant unitaire de décembre 65 ?

Quoi qu'il en soit, le P.S.U. ne pouvait accepter de disparaître, ni de renoncer à son implantation, ni liquider les résultats obtenus en 1962. Malgré l'absence d'accord, notre fédération de Paris décida d'éviter au maximum pour ce qui dépendait d'elle, et sans contrepartie aucune, l'affrontement en plein Paris d'hommes qui se réclament de la « gauche nouvelle ». Elle laisse sans concurrent P.S.U. Alain Savary dans le 15^e, l'avocat Badinter dans les 1^{er} et 4^e ; elle retira dans le 18^e la candidature de son secrétaire fédéral Philippe Laubreaux qui s'opposait à Claude Estier et à qui elle demanda d'aller affronter Roger Frey, ministre de l'Intérieur, dans le 12^e. □

Syndicalisme

Où va l'U.N.E.F. ?

Jean-François PERTUS

Enfin, on en avait terminé des débats ésotériques entre tendances revendiquant à qui mieux mieux la pureté révolutionnaire. Enfin on allait en finir des énigmes philosophico-syndicales que constituaient les motions de l'U.N.E.F. Enfin on allait comprendre. Quand on est journaliste chez Lazareff, le P.S.U. on sait ce que c'est. Le P.C.F. encore mieux.

Eh bien tant pis pour les simplificateurs professionnels, l'U.N.E.F. n'a pas encore perdu son originalité. Quand on a dit que les E.S.U. ou que l'U.E.C. s'étaient manifestés au cours de l'Assemblée générale des 28 et 29 janvier, on n'a rien expliqué du tout.

Une orientation universitaire

Il faut bien voir que l'U.N.E.F. n'est pas un syndicat comme les autres et que cette originalité n'est pas le fruit du hasard. Elle tient à ce que sont l'Université et le milieu étudiant. A la suite de la guerre d'Algérie, l'U.N.E.F. choisissait, lors de son congrès de Dijon, de se donner une « orientation universitaire ». Ce choix correspondait à l'analyse que faisait alors la majorité du syndicat étudiant de la relative autonomie de l'Université par rapport à l'économie et de la spécificité du milieu étudiant : ce sont plus ses études qui définissent et déterminent l'étudiant que ses conditions de vie ou son origine sociale. Cette spécificité se rapporte à la relative autonomie de l'Université par rapport à l'économie dont elle n'émane pas mécaniquement donc par rapport au champ global de la lutte des classes. Les luttes étudiantes, si l'on ne veut pas sombrer dans le corporatisme, doivent aboutir à une remise en cause des structures actuelles de l'économie et de la société. Elles peuvent opérer cette remise en cause à travers une contestation originale des structures de l'Université.

Refuser un corporatisme politisé

C'est cet acquis du syndicalisme étudiant que méconnaissent les associations générales d'étudiants groupées autour de Saint-Etienne qui ont présenté la motion minoritaire à l'Assemblée générale. Ces associations, dont l'influence qu'a sur elles le Parti Communiste n'est un secret pour personne, ont reçu de la part des « apolitiques » (corporatistes de droite) un soutien aussi inattendu que tenace qui n'est pas sans signification. Ce qui est en jeu, les débats de cette Assemblée générale l'ont clairement montré, c'est la possibilité d'un syndicalisme étudiant autonome. Ce qui est en jeu, c'est la

volonté des militants étudiants de contester d'une manière cohérente la société néo-capitaliste en luttant contre l'Université technocratique que veut instaurer le plan Fouchet. Ce qui est en jeu, c'est l'originalité d'une U.N.E.F. qui refuse de se sacrifier sur l'autel de la « démocratie véritable » et de « l'alliance sans exclusive de tous les Républicains », car le « corporatisme politisé » n'est pas seulement une pratique syndicale, il est aussi un certain mode de politisation. Lors de l'Assemblée générale, les militants étudiants ont refusé de céder au confort intellectuel de ce qu'on appelle « forces démocratiques ». Ils ont refusé de réduire la lutte des classes à la lutte contre le « pouvoir personnel ».

Pourquoi les E.S.U. ?

Animateurs pour une large part de ce courant qui refuse à la fois l'intégration de l'U.N.E.F. aux « forces démocratiques » et tout retour du syndicalisme étudiant vers le corporatisme, un certain nombre de militants E.S.U. se sont trouvés conduits à assumer la direction de certaines Associations générales et à participer activement à la direction nationale. Cela n'est pas sans poser quelques problèmes et d'abord celui de savoir comment, en fonction de quelle conception des rapports du syndicat et de l'organisation politique ils sont fondés à intervenir. Défenseurs du Front socialiste, nous récusons les thèses tendant soit à faire du syndicat, la courroie de transmission du parti, soit à séparer totalement le politique du syndical. Dans la lutte pour le socialisme, dans la contestation des structures actuelles de l'économie et de la société, partis et syndicats ont à jouer des rôles techniquement et non pas hiérarchiquement différenciés. Si nous pensons devoir intervenir dans le syndicat ce n'est pas en raison de l'usage qui pourrait être fait d'un appareil au demeurant fort mal en point, c'est parce que nous pensons que le travail de militants politiques à l'intérieur du syndicat doit tendre à faire naître de la confrontation d'une ligne politique et d'une pratique syndicale se heurtant au concret, une stratégie syndicale adaptée à la fois à l'intervention sur le champ syndical et à la situation politique globale. Le rôle de l'organisation politique n'est pas seulement de mettre en évidence les prolongements politiques de l'action syndicale. Il est aussi de fournir au syndicat des militants formés, c'est-à-dire capables d'apprécier politiquement la situation syndicale dans laquelle ils agissent.

Le second problème qui se pose est celui de savoir quel intérêt présente

pour une organisation politique comme les E.S.U. le travail syndical. Nous avons déjà partiellement répondu à cette question au début de cet article. Il va de soi que si la nature de l'Université en fait le lieu privilégié de luttes politiquement significatives, cela ne concerne pas seulement le syndicat mais aussi l'organisation politique étudiante. En réalité, c'est l'existence même de cette organisation qui est en jeu car elle n'est justifiée comme groupement des militants étudiants d'un parti que dans la mesure où ceux-ci sont capables de mener en tant qu'étudiants des luttes spécifiques.

Informers les étudiants

Former les militants

Il reste que les analyses formulées par l'U.N.E.F. depuis quatre ans ont besoin d'être prolongées et que l'état actuel du mouvement permet difficilement la mise en œuvre d'une action revendicatrice correspondant aux objectifs et aux exigences définies ou à définir. Pour sauver l'U.N.E.F., pour préserver son acquis et son originalité, il faut bien sûr résoudre ses difficultés financières et organisationnelles (et elles sont considérables). Il faut surtout informer les étudiants et former les cadres et militants syndicaux. Actuellement, l'U.N.E.F. manque presque autant d'animateurs que d'argent. C'est dans cette perspective que l'on doit inscrire la préparation du prochain congrès. Il est nécessaire que l'organisation syndicale des étudiants progresse dans la solution du problème que posent les rapports de l'Université à l'économie. C'est de cette progression que dépendent à la fois la possibilité de définir plus précisément les conditions d'une action revendicative et la formation d'un nombre suffisamment grand de militants capables d'animer une telle action.

L'objectif des E.S.U. en tant que militants politiques travaillant à l'intérieur du syndicat étudiant est de créer les conditions d'une pratique syndicale non corporatiste, objectif que les autres tendances « de gauche » de l'U.N.E.F. ne sont pas parvenues à atteindre.

Mais il est clair qu'à partir du moment où le débat s'engage dans le syndicat en des termes autres que ceux d'une escalade théorique coupée de la pratique, les E.S.U. n'ont en aucun cas à intervenir en tant que tels. Les militants U.N.E.F. appartenant aux E.S.U. ont une tâche prioritaire à mener dans le syndicat : développer une pratique syndicale ayant une claire signification politique face au plan Fouchet. L'orientation du bureau national de l'U.N.E.F. permet ce débat et cette pratique. Il appartient aux différents courants de l'U.N.E.F. de répondre clairement. C'est de cette réponse que dépend la reconstruction politique de l'U.N.E.F. Il faut espérer que ce sera possible. □



Indésirable dans l'Espagne franquiste

Espagne

Vandenburgie arrêté

La police espagnole, a arrêté Pierre VANDENBURGIE, Président de l'U.N.E.F., au sortir de la Conférence qu'il avait tenue à la Faculté de Philosophie de Madrid.

A l'heure où nous écrivons, il n'est toujours pas relâché.

En réalité ce que les autorités franquistes n'ont pu supporter, c'est la manifestation concrète de solidarité, qu'exprimait Pierre Vandenburgie par sa présence à Madrid.

Depuis quelques semaines, les étudiants espagnols manifestent une admirable combativité. A Madrid, comme à Barcelone, à Séville comme à Valence ou à Bilbao, l'ensemble des étudiants espagnols a engagé une lutte ouverte avec le pouvoir franquiste. Les professeurs dans leur immense majorité se solidarisent avec les objectifs et l'action des étudiants. La conjonction avec les luttes ouvrières se traduit dans des manifestations communes.

La présence de Pierre Vandenburgie à Madrid, concrétisait l'audience internationale de ces luttes, et la solidarité qui ne pourra aller qu'en s'amplifiant. C'est ce qu'ont démontré les premiers manifestants qui scandaient : « Liberté en Espagne » et « A bas Franco » devant l'ambassade d'Espagne à Paris. □

Le numéro de février de TRIBUNE ÉTUDIANTE est paru

Au sommaire : Elections et stratégie socialiste ; Les syndicats et les élections, par *André Jeanson* et *Jean Schaefer* ; Présentation d'éléments de programme du P.S.U. : la démocratie dans l'entreprise, le contre-plan, la culture, la santé ; Une interview de *Pierre Vandenburgie*, Président de l'U.N.E.F. ;

Adresser les commandes à « T.E. », 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Abonnements : 1 an (6 n^{os}) : 5 F. Soutien : à partir de 10 F. Règlement par mandat ou chèque postal sur le C.C.P. Tribune Etudiante 19-702.50 Paris.

D'une élection à l'autre

□ Ce que furent les législatives de 1962

Lucien Saintonge

Dans le cadre des Dossiers T.S. auxquels de nombreux lecteurs ont été très sensibles, il nous a paru nécessaire de présenter un bref rappel de la législature à trois semaines des échéances électorales.

Il ne pouvait être question de poser un tableau exhaustif des cinq dernières années que nous venons de vivre; par contre, quelques flashes bien choisis nous permettaient de cerner cette législature dans ce qu'elle a de plus significatif et de plus spécifique.

Contrairement à toutes celles qui les ont précédées depuis vingt ans, les élections législatives de mars vont se dérouler dans un cadre connu et stable : les conditions légales et matérielles du scrutin sont maintenant inchangées, à peu de chose près, depuis huit ans. Toutes les forces en présence sont insérées depuis déjà un certain temps dans la vie politique, ou n'ont modifié que leur présentation extérieure.

Il nous a donc paru intéressant de présenter une brève étude des élections législatives de 1962. C'est à ce moment que s'est achevée la transition politique et sociale engagée par le coup de force du 13 mai 1958 ; c'est alors que s'est pleinement instauré le régime gaulliste tel que nous le connaissons aujourd'hui. Que nous le voulions ou non, les rapports de force qui sont établis à ce moment constituent une situation de fait, à laquelle nous devons nous référer pour apprécier les avenir possibles de la vie politique française. Cette situation, il faut se la représenter clairement (*).

Le fait majeur : une nouvelle répartition des forces à droite

En novembre 1962, même après le succès du référendum, personne ne sait ce qu'il va advenir du parti gaulliste. Rassemblement improvisé en quelques semaines avant les élections de 1958, l'U.N.R., entourée de divers groupuscules, avait alors récupéré le quart des oui du référendum, obtenant près de 24 % des voix et arrachant plus de 200 sièges lors d'un second tour anarchique. Par la suite, subissant de nombreuses défections à droite, elle n'avait guère brillé aux municipales de 59 ni aux cantonales de 61. Cet assemblage artificiel, sans personnalités implantées, paraissait menacé face à l'attaque de tout le reste de la droite.

En effet, prenant conscience de la transformation qu'était en train

d'achever le gaullisme, la droite classique (Indépendants, Centre Républicain) et le centre droit (M.R.P., radicaux centristes) engageaient depuis quelques mois une contre-offensive générale. La querelle sur l'élection du Président au suffrage universel survenant après l'« abandon » d'Évian, puis la procédure grossièrement anti-constitutionnelle utilisée par de Gaulle pour faire adopter sa proposition, tout cela avait fait de la droite et du gaullisme des frères ennemis : on allait vider la querelle devant les électeurs.

Mais dans la préparation du scrutin, la situation se modifia : les gaullistes, galvanisés par l'intervention directe du Général qui liait directement ces élections au référendum, rationalisèrent leurs candidatures dans l'Association pour la V^e République : il y en eut presque partout, et unifiées. Au contraire, la droite chercha à se déguiser dans l'« Union Républicaine » du cartel des Non, et refit campagne contre ce que son électorat venait de ratifier au référendum. Dans ce conglomerat de notables, les candidatures furent très désordonnées : elles furent multiples dans 160 circonscriptions, alors qu'une cinquantaine n'étaient pas disputées aux gaullistes et que certains débrouillards se plaçaient prudemment entre les deux camps (Pleven, Fontanet, Boscardy-Monsservin).

Le résultat fut un déplacement sensible : avec un corps électoral resté pratiquement stable (+ 1 %), l'U.N.R. et ses alliés passaient de 4.870.000 à 6.540.000 voix ; le reste de la droite tombait de 6.860.000 à 4.190.000 (l'extrême-droite dégringolant de 485.000 à 160.000). L'U.N.R. a donc pris 1 million et demi de voix à la droite, celle-ci en perdant en outre un autre million qui s'abstenait. La logique du référendum, la confiance personnelle en de Gaulle, et par-dessus tout les mutations subies par la société française, avaient fortement endommagé les clientèles des anciens notables.

La gauche aux élections de 1962

D'abord une constatation s'impose : la gauche devant cet affrontement interne à la droite, s'est maintenue : 40,4 % en 58, 40,6 en 62. On peut donc affirmer qu'il n'y a pas eu de nouvelles désertions au profit du gaullisme comme en 1958 ; et aussi que peu d'électeurs se sont sentis du goût pour la droite anti-gaulliste, les « démocrates libéraux » chers au Président Mollet. Le cartel des Non n'avait réalisé la candidature unique que dans deux cas, la Seine-et-Oise et le Cher : ce fut un échec.

Donc maintien par rapport à la droite ; mais pour être précis, il vaut mieux dire que la gauche n'a pas perdu plus d'électeurs que la droite. Car elle aussi a subi l'atteinte massive de l'abstentionnisme : de 8,3 millions en 58, elle passe à 7,4.

Le P.C., quant à lui, s'est maintenu : 3.870.000 voix en 58, 4.010.000 en 62. Compte tenu des nouveaux électeurs, cela représente un progrès très faible : 0,4 % des inscrits. Mais ses électeurs étant fidèles, l'abstentionnisme des autres tendances lui a profité : de 18,9 % des exprimés en 58, il passe à 21,9 en 62, dépassant le reste de la gauche. Dans l'implantation, à côté de lents effritements, on constatait des progrès liés à l'industrialisation : Doubs, Belfort, Meurthe-et-Moselle, Sarthe. Mais aussi de nets progrès dans des régions d'agriculture désadaptée : Basses-Alpes, Vaucluse, Lot-et-Garonne. Dans l'ensemble, la stabilité est totale.

Car c'est le reste de la gauche qui perd une part considérable de son électorat : 4.410.000 voix en 58, 3.435.000 en 62. Si on sépare les voix du P.S.U. qui obtient 348.000 voix alors que ses « pionniers » de 58 n'en avaient fait que 183.000, la perte globale de la gauche traditionnelle dépasse le quart de ses voix.

Il est difficile de fournir une explication d'ensemble à ce phénomène. D'abord il faut rappeler qu'en 58, S.F.I.O. et radicaux soutenaient de Gaulle, et ont pu gagner alors des voix qui n'étaient pas de gauche. Ensuite, leur adhésion au cartel des Non a détourné d'eux nombre des électeurs, qui se sont abstenus ou ont voté P.S.U. là où ils le pouvaient. De même, les rumeurs d'entente avec le P.C. ont pu inquiéter des électeurs anti-communistes. Enfin, l'explication la plus large est politique. Le vote pour la gauche traditionnelle répond à quatre ordres de motivation différents — liés chacun à une couche sociale, avec quelques variantes :

- Sentiment socialiste confus : ceux-là, en 62, ont voté P.S.U., ou n'ont pas voté ;
- Fidélité à la tradition républicaine : ceux-là ont voté en général ;
- Fidélité aux notables locaux

(maires le plus souvent) : ceux-là ont voté ou non, selon le candidat ;

— Idées « sociales », mais relevant d'un centrisme anti-communiste : ceux-là n'ont voté que quand le candidat leur semblait « sûr ».

Le P.S.U., lui, prenait contact pour la première fois avec l'électorat. Il obtint 348.000 voix, ne présentant que 101 candidats. Là où il était présent en s'opposant à la gauche traditionnelle, il obtenait en moyenne 7,6 %, et correspondait exactement à 1 électeur de gauche sur 6 (le P.C. en obtenait 3 et les S.F.I.O.-rad. 2). Là où il était seul avec le P.C. (en général dans des circonscriptions de droite) il obtenait en moyenne 12,1 % et juste un électeur de gauche sur 3 (contre 2 au P.C.). Signalons que, au plan national, 7,6 % donneraient 1,3 million de voix.

Le second tour et les effets du mode de scrutin

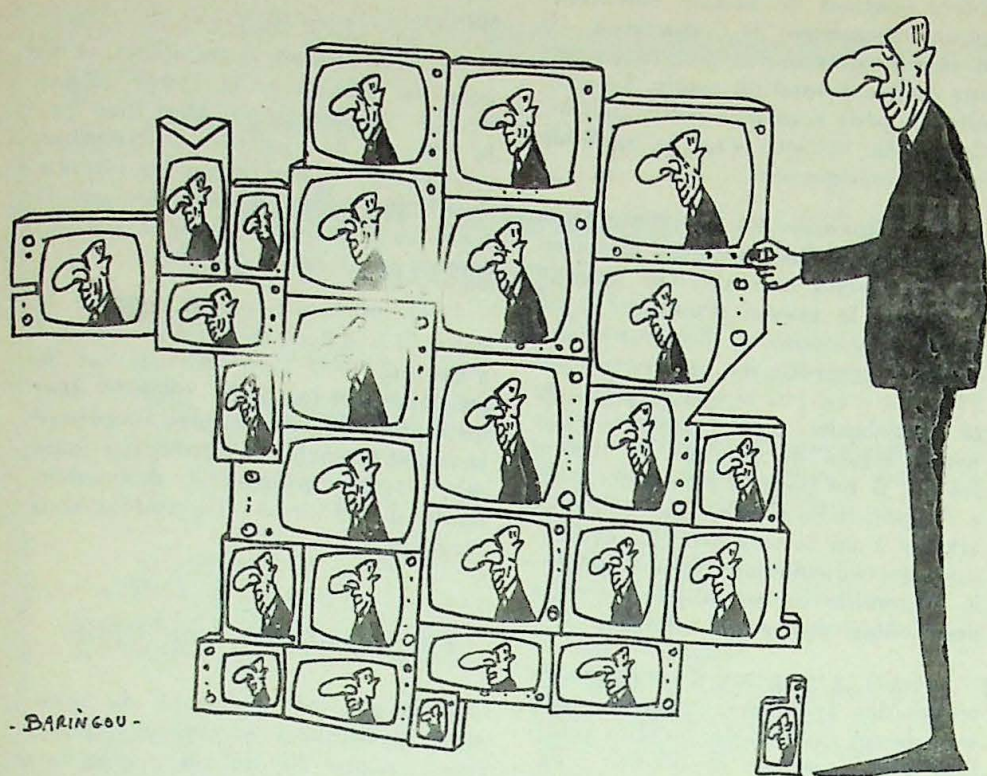
Le premier mouvement à signaler, le plus important à court terme, a été l'écrasement de la droite non gaulliste par l'U.N.R. Souvent divisée et toujours affaiblie, la droite partait bien mal pour le second tour. Les retraits furent nombreux (ainsi 15 députés U.N.R. furent élus ne rassemblant les voix de droite au 2^e tour alors que la droite non gaulliste avait plus de voix qu'eux au 1^{er} mais dispersées sur 2 candidats). Le report des voix fut massif, pratiquement toujours plus de 90 % des voix. Quelques S.F.I.O. reçurent des voix indépendantes, quelques P.S.U. des voix M.R.P. à la campagne ; mais ce n'était que des exceptions.

Il faut ajouter que ce « regroupement des nationaux » a connu des bavures : un certain nombre de notables indépendants ou M.R.P. se maintinrent au 2^e tour bien que distancés par l'U.N.R. ; quant à celle-ci, elle se maintint presque partout, même contre un autre modéré mieux placé. Ces combats d'arrière-garde ne furent pas, si l'on peut dire, perdus pour tout le monde : 16 députés de gauche, 1 sur 8, ont été élus dans de telles circonstances, alors que la gauche était minoritaire : 8 P.C., 3 radicaux, 3 S.F.I.O., plus Matalon et Bleuse.

Mais un phénomène politique très important se fit jour lors de ce second tour : l'Union électorale de la gauche.

Sur 369 circonscriptions en ballottage, 19 seulement virent deux candidats de gauche s'affronter : 14 où un S.F.I.O. ou Radical refusait la discipline, et 5 où le P.C. rompait

(*) Les chiffres et les statistiques cités résultent de calculs refaits sur une classification politique plus nette que la répartition officielle. Les chiffres de voix du ministère de l'Intérieur, repris par toute la presse, ne sont justes que pour le P.C.



□ Social

Le plus grand échec du régime

Maurice Combes

Si la politique extérieure gaulliste peut faire illusion, si l'élection du Président de la République au suffrage universel est populaire, le principal échec du régime se situe sur le plan économique et social.

A peine l'U.N.R. avait-elle triomphé aux élections de 1962 que ses prétentions sociales sont rapidement tombées à plat. Ce fut au début de 1963 la grande grève des mineurs qui se moquèrent de la réquisition et firent reculer le « pouvoir qui ne recule pas ». Cependant, le combat des mineurs demeura isolé, tandis que la flambée des prix réduisait le pouvoir d'achat des salariés. N'ayant pu contenir les hausses, le gouvernement Pompidou - Giscard s'efforça de les freiner par la mise en œuvre, à la fin de 1963, du plan de stabilisation qui se traduit par une intransigence accrue de l'État et du patronat à l'égard des revendications ouvrières. « L'année sociale » était bonne.

Le refus de négocier

Cette politique qui se traduisait par un refus de négociations sérieuses avec les syndicats était d'autant plus aisée à mettre en œuvre qu'avec la fin de la guerre d'Algérie des difficultés apparaissaient dans le domaine de l'emploi. Cette situation s'est aggravée depuis et les positions gouvernementales et patronales sont demeurées inchangées.

Dans le secteur privé, les accords de salaires portent trop souvent sur des minima sans rapport avec les salaires réels et rien n'a été fait, du côté de l'État, pour favoriser la relance des conventions collectives (les accords vraiment positifs sont ceux conclus dans certaines entreprises, comme chez Berliet où un salaire minimum mensuel est garanti).

Dans le secteur public et nationalisé, le gouvernement octroie de 4 à 5 %, après une parodie de négociation à laquelle les syndicats se prêtent de moins en moins (encore que certains ne désespèrent pas de voir s'améliorer les procédures). L'absence d'autonomie de gestion des entreprises nationales ne rend-elle pas illusoire cette perspective ?

Le résultat d'une telle politique est pour le plus grand nombre des travailleurs, une stagnation du pouvoir d'achat, la hausse des prix demeurant supérieure à celle qui était prévue dans le V^e Plan (3 % au lieu de 1,5 % en 1966). Rien n'a été entrepris en particulier pour améliorer substantiellement le sort des plus défavorisés.

Les femmes sont notamment pé-

nalisées, en dépit du principe « à travail égal salaire égal ».

L'argument officiel est qu'une augmentation trop importante de celui-ci entraînerait la disparition de nombreuses entreprises marginales et un chômage accru.

Les syndicats contre le V^e Plan

Aussi bien les syndicats ont-ils été unanimes à condamner le V^e Plan qui, n'étant pas élaboré démocratiquement, ne pouvait guère tenir compte de leurs demandes. Cela est vrai en particulier pour les équipements collectifs et le logement social. Cela est vrai également en ce qui concerne la réduction de la durée du travail qui est, en moyenne, plus élevée que dans les pays voisins (1). Cela est vrai en ce qui concerne l'impossibilité de garantir le plein emploi, les salaires faisant généralement les frais des reconversions faute de prévisions à long terme.

Face à cette situation, les tenants de la majorité sortante font de la philosophie autour de l'amendement VALLON. Encore ne sont-ils pas d'accord sur l'importance de cette nouvelle monture de « l'association capital-travail ». S'il y a un problème de la répartition des accroissements d'actifs dus à l'autofinancement, il conviendrait de confier aux syndicats la gestion des fonds attribués à ce titre aux salariés, afin d'éviter que ces derniers ne cèdent aux illusions du « capitalisme populaire ». Il faudrait aussi avant tout que l'existence de la section syndicale soit reconnue et garantie légalement dans l'entreprise.

Les grands mouvements de protestation organisés par les syndicats (grèves de décembre 1964, du 17 mai 1966, du 1^{er} février 1967) ont été axés sur le thème des négociations véritables à laquelle gouvernement et patronat devraient consentir. Jusqu'ici invoquant les nécessités de la stabilisation et les dangers de la concurrence internationale, ces derniers font la sourde oreille. Les mouvements sociaux ont nécessairement un prolongement politique ; ils expriment l'exigence d'une autre politique économique et sociale. Si la gauche était victorieuse aux élections, elle aurait à définir et à mettre en œuvre cette politique. Le P.S.U., pour sa part, a tenté d'apporter une réponse avec son contreplan. □

(1) La quatrième semaine de congés a été obtenue par l'action syndicale, à la suite de l'accord Renault de 63. Elle n'est d'ailleurs pas généralisée.

la trêve (1 en représailles et 4 contre des sortants très marqués : G. Bonnet, Lacoste, Lejeune, Dejean). Du reste, aucun de ces mantiens n'eût été pour effet de faire perdre le siège à la gauche.

Partout ailleurs, il y eut accord, au moins tacite. Bien qu'aucun principe politique commun n'eût été énoncé, 100 % des électeurs communistes, la plupart du temps, reportèrent leurs voix sur les candidats uniques radicaux, S.F.I.O. ou P.S.U. ; et au moins 75 % des électeurs S.F.I.O. ou radicaux, en moyenne nationale, acceptèrent de voter pour un communiste resté seul candidat de gauche. 4 ans avant, c'était de l'ordre de 5 à 10 %...

Le P.C. avait d'ailleurs fait de grosses concessions, se retirant dans 12 cas où il était en tête de la gauche ; il alla même avec l'accord des S.F.I.O. et radicaux, jusqu'à se retirer en faveur d'un Centre Républicain, de 5 indépendants, de 5 M.R.P. et de 3 autres centristes, sans compter J. Duhamel et F. Gaillard.

Quelque mal que nous pensions du scrutin d'arrondissement, il contribua ce jour-là à sortir la gauche de l'ornière, momentanément au moins.

De tout cela que peut-on tirer qui nous aide à réfléchir sur 1967 ?

Tout d'abord à droite. Nous avons vu que l'U.N.R. avait, dès 1962, surclassé le centrisme. Pourtant les voix centristes étaient souvent « gonflées » par la double au triple candidature qui éludait les contradictions de tout conservatisme unifié.

Cette fois-ci, quel candidat de Lecanuet pourra rassembler les votes des petits artisans et des jeunes cadres, de poujadistes d'antan et des defferristes de naguère ?

On a vu ensuite que dans la grande majorité des cas, l'union de la droite se réalisait au second tour. Tout conduit à penser que pour le second tour de 67, les voix dites centristes

se rabattront en masse sur l'U.N.R. Ce jour-là on comptera les « républicains de progrès »...

Quant à l'U.N.R. elle-même, le problème majeur c'est bien sûr celui de son maintien. Si on observe les élections présidentielles on constate que de Gaulle a gagné au 1^{er} tour 4 millions de voix sur l'U.N.R. Il est difficile de savoir sur ces 4 millions d'électeurs combien viendront voter, et parmi ceux qui voteront combien soutiendront l'U.N.R. Mais, il serait bien surprenant que celle-ci s'en tienne à ses 6 millions et demi de voix d'il y a 5 ans.

A gauche... le Parti Communiste devrait recueillir quelques profits de son intégration (au sens plein du terme) dans la politique française. La Fédération perdra encore certains suffrages du centre-gauche ; mais elle peut retrouver la faveur de nombreux électeurs qui l'ont quittée en 62 à cause de ses compromissions. La gauche nouvelle recueillera sans doute en de nombreux endroits les fruits de son patient travail d'implantation. L'unité au second tour devrait être plus complète cette fois dans le report des voix, malgré certains sondages. De multiples expériences (cantonales 64, municipales 65, présidentielles) l'ont confirmé, et les accords formels en vigueur à l'échelle nationale favoriseront ce courant en lui donnant l'amorce d'une justification politique.

Mais cela concerne l'unité de la minorité que constitue encore la gauche. Il reste tous les électeurs potentiels de la gauche qu'il faut arracher au gaullisme en leur montrant l'adaptation des solutions de gauche, des solutions socialistes, aux problèmes politiques, économiques, sociaux, culturels, à l'ensemble des problèmes humains dont souffre un pays avancé qui reste géré par le capitalisme. Cela se fera-t-il ? Il reste à l'espérer. □

Économie

Le sens d'un échec

Jacques Malterre

« **S**il est un domaine où la politique gaulliste a fait preuve d'une grande continuité, c'est celui de la politique économique. »

Cette affirmation mérite pour le moins d'être nuancée. Depuis 1962, nous avons connu trois politiques très sensiblement différentes.

En 1962 et jusqu'à septembre 1963 on a eu une politique de croissance rapide qui prolongeait celle des années 1960 et 1961. En septembre 1963, le plan de stabilisation impose donc un coup d'arrêt qui va provoquer une véritable stagnation économique de mars 1964 à mars 1965 ; enfin, à partir du 2^e trimestre 1965, le gouvernement relâche un peu les freins et une expansion très modérée et très prudente réapparaît ; cependant ce redémarrage est calculé de telle sorte qu'il ne permette plus le plein emploi complet des hommes et on constate que les demandes d'emplois au 1^{er} janvier passent de 126.000 en 1965 à 145.000 en 1966 et à 157.000 en 1967.

Le sentiment général des Français est aujourd'hui celui d'un échec : Pendant deux ans le gouvernement a classé la nécessité du plan de stabilisation pour « remettre de l'ordre » dans les affaires françaises et extirper l'inflation pour pouvoir repartir sur des bases saines et exécuter le V^e Plan. Or, l'expansion est chancelante et les prix montent de 2,5 % par an au lieu de 3,5 % en moyenne. Aucun des objectifs fixés par M. Giscard d'Estaing n'a été atteint, pas même l'équilibre de la balance commerciale ; en janvier, les exportations n'ont couvert les importations que pour 83 %, ce qui est un des taux les plus faibles des dernières années.

Echec du libéralisme

On commence à bien mesurer les résultats d'une politique qui voulait être un retour aux règles libérales et les Français ne sont pas les seuls à faire d'amères constatations. En Grande-Bretagne, pour réparer les erreurs de son prédécesseur conservateur, M. Wilson doit imposer une thérapeutique inhumaine ; en Allemagne, la nouvelle coalition essaye de réorganiser une économie que le très libéral chancelier Erhard avait conduite au bord du gouffre.

Le régime gaulliste a adopté deux règles de gestion fondamentales : li-

berté des échanges extérieurs et liberté des opérations financières intérieures. A partir de là tout s'enchaîne.

L'abandon de la planification du crédit et de l'épargne, la soumission aux fluctuations des taux d'intérêt a amené une politique anti-sociale de faveurs accrues aux classes possédantes et une politique du logement dont le résultat a été la stagnation de la construction.

L'acceptation du libre-échange international, sans aucune politique commune, a provoqué le début d'une guerre de concurrence dont on mesure encore mal tous les méfaits mais dont on voit déjà le mécanisme : pour accroître la compétitivité des entreprises françaises, le gouvernement freine la hausse des salaires et des dépenses publiques et aide les industries qui manquent de capitaux ; à ce moment nos exportations démarrent bien, mais nos voisins et concurrents s'en inquiètent. A leur tour, ils freinent les hausses de salaires et de dépenses et font de la surenchère sur l'aide aux industriels ; la balance commerciale repenche en leur faveur, les exportations françaises faiblissent ; ce que voyant le gouvernement de De Gaulle s'apprête dès les élections passées à prendre de nouvelles dispositions restrictives (hausses de tarifs et relèvement des cotisations sociales). On ne voit pas où cela pourrait s'arrêter : la productivité, la compétitivité sont devenues une fin en soi ; l'économie française n'est plus au service des Français mais d'une mécanique absurde.

Certes, la gauche au pouvoir ne devrait pas ignorer l'intérêt du commerce international et même de la concurrence mais elle devrait s'efforcer de persuader nos partenaires que cette politique doit avoir des limites, qu'elle doit être guidée par des objectifs communs et des accords sur les grands investissements ; sans cela demain la crise de l'automobile, du textile, de la sidérurgie, de la chimie déchirera toute l'Europe et créera des millions de chômeurs ; que de Gaulle n'ait pas vu cela c'est normal puisqu'il place l'ambition nationale au-dessus de l'intérêt des peuples.

Le « modèle » du 5^e Plan

La politique suivie actuellement était préfigurée dans le 5^e Plan. Ce-

lui-ci contient de bonnes intentions pour permettre la croissance, il donne la priorité aux investissements sur la consommation totale. La gauche ne peut contester cette logique. Ce qu'elle critique c'est la méthode et ses conséquences.

Pour financer des investissements importants il faut prélever une partie du revenu national. On peut le faire par le moyen d'une politique fiscale progressiste et d'un autofinancement contrôlé et conforme au Plan. Ce n'est pas la voie choisie par la législature. Le gouvernement ayant refusé de rétablir la justice fiscale, il ne pouvait demander plus à l'impôt, il ne pouvait pas non plus arriver à un accord avec les organisations syndicales ouvrières opposées à l'ensemble de ses objectifs ; il a donc choisi une autre solution.

Celle-ci a consisté d'abord à octroyer des avantages extraordinaires aux classes riches pour qu'elles veuillent bien épargner et investir ; ensuite à créer un marché du travail assez « détendu » pour que les salariés n'y soient plus les mieux placés et que de ce fait la croissance des taux de salaires soit modeste. Finalement, ce sont les classes les moins aisées qui font les frais de cette politique qui correspond bien aux schémas libéraux.

L'Etat et le patronat

Lorsque M. Debré est arrivé au ministère de l'Économie il a trouvé le système giscardien en place et il s'est bien gardé de le modifier. Cependant il voulait attacher son nom à quelque grande action. Son prédécesseur s'étant occupé de la conjoncture il a voulu s'attacher aux réformes de structure. Il a recherché quels étaient les domaines où les choses allaient vraiment mal et il en a trouvé trois : la recherche, la formation professionnelle et le problème foncier ; il a cru qu'en tapant un peu sur la table il résoudrait ces questions. On sait ce qu'il en est advenu, si des crédits supplémentaires ont été ouverts on ne peut pas dire que le statut de la formation professionnelle ait été sérieusement aménagé ; quant à la spéculation foncière, elle n'a été en fait freinée que par la stagnation du bâtiment.

Alors M. Debré s'est tourné vers un autre domaine où toute sa passion le portait, celui des politiques industrielles. Ici, l'œuvre est considérable : accord sidérurgie, plan calcul, réorganisation de la chimie nationalisée, « restructuration » de l'industrie aéronautique, programme spatial, accord franco-soviétique, négociation avec les Anglais, les Allemands ; contre-offensive technologique, concentrations dans de nombreuses industries, contrats de programmes ; les éléments d'une vaste politique industrielle sont mis en place même si l'on ne voit pas encore très bien à quoi conduit toute cette poli-

tique et surtout à qui et à quoi elle servira.

La concertation entre l'Etat et le patronat a fait avec M. Debré un pas décisif ; désormais on peut dire que la plupart des grandes orientations sont prises en commun ; les intérêts de l'Etat gaulliste et ceux des grands trusts nationalisés ou non se rencontrent, parfois se confondent.

Cette politique paraît tourner le dos à la politique libérale de Giscard d'Estaing ; en fait elle en est la conséquence logique ; placées dans un régime de concurrence financière et internationale les entreprises françaises mal préparées demandent l'aide de l'Etat ou l'acceptent sans vergogne.

Les travailleurs sont oubliés

Mais on voit l'objectif de toute cette politique ; sa raison d'être : c'est encore l'ambition nationale ; le monarque s'appuie sur ses grandes entreprises parce qu'ils sont des éléments de sa puissance et des pions de sa stratégie. Inversement, le capitalisme soutient de Gaulle parce que — malgré l'épouvantail de l'amendement Vallon —, il les aide à maintenir leur puissance, à rejeter dans l'ombre le pouvoir syndical et à renforcer les privilèges sociaux, fiscaux et fonciers.

Les conséquences sont graves pour les travailleurs français. Il n'est que d'en rappeler trois.

— Toute la politique industrielle néglige complètement les droits des salariés ; les concentrations, les accords entre l'Etat et le patronat sont réalisés sans qu'ils soient consultés.

— La politique de développement régional est quasiment abandonnée. Le gouvernement ne veut pas et ne peut pas imposer les charges immédiates de la déconcentration qui permettrait de ranimer dix régions en voie de dépérissement.

— Les besoins sociaux élémentaires sont oubliés ; la sécurité de l'emploi n'est plus assurée, la construction de logements sociaux décline, le niveau de vie des plus déshérités régresse.

Le bilan de la législature qui vient d'être tracé est loin d'être complet mais le sens en est clair. Dans un monde où la lutte est âpre le gaullisme a préféré la compétition nationaliste à la coopération qui supposait quelques abandons de souveraineté. Il a agi avec parfois une grande fermeté pour conduire l'économie française au milieu des nombreux périls de l'inflation et de la concurrence internationale mais il a perdu de vue le sens de cette marche. Les hommes de gauche, ceux de Grenoble notamment, mais de plus en plus d'autres ont mesuré aussi les conseils et les contraintes mais ils donnent encore à l'économie un but humain.

Réunions

Premiers meetings de la campagne

Jeudi 16 février

PARIS (15^e) pour soutenir Pierre Naville et Claude Lavezzi — problèmes de l'Enseignement, avec A. Béhar, J.F. Pertus et G. Ferry.

Vendredi 17 février

LIMOOURS (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Serge Mallet, membre du Bureau national.

Samedi 18 février

GIF-SUR-YVETTE (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Michel Rocard, membre du Secrétariat national.

LISIEUX (Calvados 2^e) pour soutenir Maurice Combes — Serge Mallet, membre du Bureau national.

DEZULE (Calvados 3^e) pour soutenir Robert Bourdon — Serge Mallet, membre du Bureau national.

Lundi 20 février

BURE-SUR-YVETTE (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Marc Heurgon, membre du Secrétariat national.

Mardi 21 février

PARIS 14^e (Plaisance) pour soutenir Marc Mangenot — Edouard Depreux, secrétaire national ; Marc Heurgon, membre du Secrétariat national ; Serge Mallet, membre du Bureau national.

PARIS 2^e (2 et 3^e) pour soutenir David Weill — Jean-François Pertus, secrétaire national étudiant.

PARIS 15^e (St-Lambert-Javel) pour soutenir Pierre Naville et Claude Lavezzi — problèmes Santé, avec le Docteur P. Court, le Docteur M. Haag et Mlle Gironde.

Mercredi 22 février

LA VILLE-DU-BOIS (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Christian Guerche, membre du Comité politique national ; directeur adjoint de Tribune Socialiste.

GODERVILLE (Seine-Maritime 4^e) pour soutenir Christian Farjon — Bernard Lambert.

ANGERS (Maine-et-Loire 2^e) pour soutenir Marcel Reggui — réunion Enseignement avec Henri Longeot, membre du Bureau national.

CLERES (Seine-Maritime 4^e) pour soutenir Christian Farjon — Yves Tavernier, membre du Comité politique national.

DANVILLE (Seine-Maritime) Bernard Lambert.

LE HAVRE (Seine-Maritime 6^e) pour soutenir Louis Pointier — Jean Popéren, membre du Bureau national.

SAINT-CYR (Yvelines 5^e) pour soutenir Christian Boulan — Pierre Bérégovoy, membre du Secrétariat national.

PARIS 14^e (Montparnasse) pour soutenir Robert Chapuis — J.-F. Pertus, secrétaire national étudiant.

PARIS 20^e (Belleville) pour soutenir André Gozard — Marc Heurgon, membre du secrétariat national.

Jeudi 23 février

SAINT-MATHURIN (Maine-et-Loire 2^e) pour soutenir Marcel Reggui — Roger Secher, membre du Comité politique national.

FECAMP (Seine-Maritime 5^e) pour soutenir Pierre Roussel — Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national.

VANVES (Hauts-de-Seine) pour soutenir Roger Dauphin — Marc Heurgon, membre du Secrétariat national.

Vendredi 24 février

SOTTEVILLE (Seine-Maritime 3^e) pour soutenir Michel Bérégovoy — Jean Popéren, membre du Bureau national.

BREUILLET (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Paul Parisot.

SAINT-CHERON (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Yves Tavernier, membre du Comité politique national.

ALBERT et DOULENS (Somme 5^e) pour soutenir Jean-Pierre Martéin — Pierre Bérégovoy, membre du Secrétariat national.

SAINT-FLORENT (Cher 1^{er}) pour soutenir Albert Duchereux — Marc Heurgon, membre du Secrétariat national (18 h.).

CHALONNES (Maine-et-Loire 2^e) pour soutenir Marcel Reggui — Roger Sécher, membre du Comité politique national.

BOURGES (Cher 1^{er}) pour soutenir Albert Duchereux — Marc Heurgon, membre du Secrétariat national (21 h.).

ROYAN (Charente-Maritime 5^e) pour soutenir Michel Boucher —

Christian Guerche, membre du Comité politique national ; directeur-adjoint de Tribune Socialiste.

PARIS 13^e (Salpêtrière-La Gare) pour soutenir Michel Grimal —

Claude Bourdet, membre du Bureau national.

PARIS 14^e (Plaisance) pour soutenir Marc Mangenot — Claude Bourdet, membre du Bureau national.

Souscription nationale

Les carnets de bons de soutien vous sont maintenant parvenus.

Le tonus de notre campagne électorale dépend largement de leur succès. Bon travail à tous.

Spécial programme

Ce numéro ayant été tiré de nouveau, les Fédérations peuvent passer commande.

Conditions spéciales : pour 100 exemplaires 0,55 l'unité ; au-dessus de 100 exemplaires 0,45 l'unité.

Matériel disponible

— BROCHURES

— F.G.D.S.

— Santé

— Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10

- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :

l'exemplaire 1 F.

— C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

— DISQUES

— Portugal résiste

— Chants de lutte

— L'Internationale

L'exemplaire : 10 F

— CORRESPONDANCE MUNICIPALE

Numéro spécial sur les réformes administratives.

Paiement à la commande.

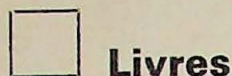
Tribune Socialiste
54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

A la disposition des fédérations

Trois affiches :

- Le PSU, parti de votre avenir
- Solidarité avec le peuple Vietnamien
- La gauche unie

Prix : 0,20 F l'unité. Paiement à la commande.



Livres

II. L'université des héritiers*

Robert Chapuis

Si le groupe étudiant se définit davantage par l'origine sociale de ses membres que par leur travail universitaire, quelles sont donc ses activités ?

On assiste à une sorte de jeu ou de double-jeu : professeurs et étudiants font semblant de se prendre au sérieux, tout en montrant qu'il ne s'agit que d'un jeu. Le meilleur exemple est celui de la dissertation, « unanimement ressentie comme prétexte ».

Les études deviennent ainsi en elles-mêmes une aventure intellectuelle, s'écartant de toute préparation personnelle ou professionnelle. Si l'on en croit les leçons tirées des enquêtes, les oppositions idéologiques en milieu étudiant, les oppositions littéraires-scientifiques ou Paris-province procèdent de cette situation qui condamne l'étudiant à « n'appréhender le réel qu'indirectement et symboliquement, c'est-à-dire à travers le voile de l'illusion rhétorique ».

Quelle que soit finalement son origine, tout étudiant cherche à devenir l'étudiant-type dont l'image (même sous ses aspects de bohème intellectuel) est liée au monde bourgeois : il s'intègre du même coup à ce monde, même s'il proclame que « les bourgeois, c'est comme les cochons »...

L'expérience scolaire semble ainsi condamnée à l'irréalité. Sur sa propre condition, l'étudiant peut se poser des questions sérieuses, mais sur les problèmes réels, il ne peut guère se poser que des questions irréelles (p. 78).

Sans raison

Dans cet univers du jeu, ceux qui donnent et ceux qui reçoivent, professeurs et étudiants, se justifient les uns par les autres :

« Le cours magistral lui-même est encore un échange puisque la prouesse du virtuose s'adresse implicitement à des sujets dignes de la recevoir et de l'apprécier. L'échange universitaire est un échange de dons où chacun des partenaires accorde à l'autre ce qu'il attend de lui, la reconnaissance de son propre don » (p. 89).

L'exemple des étudiantes montre bien le fonctionnement du système universitaire. A leur égard, l'Université se veut parfaitement égalitaire. En fait, l'orientation de la majorité des jeunes filles (lettres, pharmacie surtout), leur comportement (plus grande docilité scolaire), leurs motivations (« se donner aux autres... »)

montrent qu'elles se conforment à leur avenir objectif, fondé sur l'inégalité des femmes dans la société.

La pression sociale l'emporte sur la rationalité universitaire.

Autre signe : la distance que les étudiants manifestent à l'égard de leur avenir professionnel comme de tout ce qui pourrait rendre leurs études plus efficaces ou plus rationnelles. On néglige les techniques d'études, on ne se soucie guère d'une organisation méthodique. Les professeurs habituent les étudiants à se fier à leurs dons, au « charisme ». « De leur côté, parce qu'il leur plaît mieux et qu'il leur en coûte moins de croire au charisme que de maîtriser laborieusement des techniques, les étudiants se condamnent à une image de la réussite scolaire sur laquelle, en l'absence du don, seule la magie peut agir (1). » On voit bien par les pratiques superstitieuses qui fleurissent au moment des examens, pour calmer la peur et l'angoisse.

Que faire ? La conclusion suggère d'« instaurer une pédagogie rationnelle mettant tout en œuvre pour neutraliser méthodiquement et continuellement, de l'école maternelle à l'Université, l'action des facteurs sociaux d'inégalité culturelle ». Alors seulement, « la volonté politique de donner à tous des chances égales devant l'enseignement (pourra) venir à bout des inégalités réelles ».

Bousculer le patrimoine

« Pédagogie rationnelle ». Certes, mais quelles sont, aujourd'hui, dans notre société, les raisons d'un enseignement ? La conclusion des « Héritiers » peut paraître bien vague au bout d'une analyse si précise. En fait, peu importe. Nous n'avons que faire de leçons et d'objectifs tant que nous restons enfermés dans un certain nombre d'impasses. Étudiants et enseignants le savent bien : les catalogues revendicatifs sur l'enseignement ne manquent pas. Le besoin est ailleurs : l'enseignement de masse crée une situation tout à fait nouvelle, qui transforme les conditions mêmes de notre action. L'analyse de Bourdieu et Passeron est la première tentative qui corresponde à cette situation. On ne chicane pas des précurseurs, on essaie de les suivre...

Leur étude nous invite à dépasser le seul problème de l'accès aux différents enseignements et à mettre en cause aussi bien le mode de transmission de la culture à l'école que la nature et le processus des acquisitions scolaires. La culture dite géné-



A.D.N.P.

rale est faite en réalité d'un certain rapport entre divers éléments culturels : dans notre enseignement, ce rapport se fonde sur l'unité de langage, telle qu'elle se manifeste dans la bourgeoisie. Si nous voulons contester la domination et l'existence même de la classe bourgeoise, nous devons attaquer le mal à sa racine. Seule une culture de masse (et qu'est-ce qu'une culture socialiste sinon une culture de masse ?) peut donner un sens à l'école de masse. Trop longtemps la gauche s'est contentée de revendiquer le partage plus équitable de l'héritage culturel ; du même coup, elle cautionnait des formes de transmission propres à une classe et se désespérait de voir les fils d'ouvriers paraître moins doués que les fils de la bourgeoisie. Rien d'étonnant à cela, si les « dons » ne sont rien d'autre que la capacité de parole et de jugement qui appartient à la classe bourgeoise.

Ce n'est pas un hasard si, à la fin du dix-huitième siècle, notre culture « scolaire » s'est identifiée à la culture « classique » d'une certaine période du dix-septième siècle, au détriment parfois de la signification réelle des œuvres littéraires ou de la personnalité des auteurs, au détriment en tout cas d'une véritable formation scientifique. Aujourd'hui, cette culture est souvent contestée au nom de la « formation professionnelle ». L'école, dit-on, doit avant tout donner un métier. « Quand on me parle de culture, je sors mon planning... »

Sous prétexte de refuser la culture bourgeoise, on brise la fonction culturelle de l'enseignement et on transforme l'école en une machine à apprendre et à caser. On prouve alors qu'il n'y a pas de culture sinon bourgeoise...

Pour une culture nouvelle

Nous pensons qu'il y a une autre

issue et que le choix n'est pas seulement entre le maintien des traditions culturelles — avec des sanctions de « niveau » — et la transformation de l'école en un vaste système de formation professionnelle. Cette issue se trouvera dans la recherche d'une culture nouvelle. Les qualificatifs ne manquent pas : qu'on la dise moderne, populaire ou de masse ! Mais la définition importe moins ici que la pratique. Cette culture n'est pas sans rapport avec le travail productif, avec les formes modernes de loisir, avec l'évolution psychologique des jeunes, avec les nouveaux modes de relations inter-individuelles, avec la position des groupes sociaux, nationaux ou raciaux les uns vis-à-vis des autres. Ce sont ces rapports qu'il faut dès maintenant instaurer dans l'enseignement : on ne peut attendre qu'ils soient parfaitement définis en un nouveau système théorique. Bien plus, le champ des recherches sera à la dimension du champ des expériences. C'est dire que le problème de l'enseignement n'est plus seulement un problème de crédits, mais avant tout un problème d'action.

Depuis plusieurs années, l'idée de culture populaire s'est profondément modifiée, grâce à de jeunes animateurs de Maisons de la Culture ou de troupes théâtrales. Un sens nouveau de la « qualité » culturelle est apparu. Face à ce mouvement, l'école apparaît comme un sanctuaire où le culte du passé cache de ses fumées les problèmes réels, les rapports réels, la culture réelle. Bourdieu et Passeron nous aident à y voir un peu plus clair. Après plus d'un siècle de domination bourgeoise, ne soyons pas surpris que le spectacle soit si désolant. □

(1) Ou la débrouillardise, comme le montre Luc Moullet sur le mode burlesque dans *Brigitte et Brigitte...*

* Voir T.S. n° 314.

Théâtre

Dom Juan 67

Jean Helms

Une fenêtre s'est brusquement ouverte à « la Comédie-Française », un frisson d'audace carresse les épaules des spectatrices, surprises, sous ces lustres tricentennaires, par cette messe hérétique et flamboyante qu'est devenu *Dom Juan*. C'est Bourseiller qui officie et Pace qui dresse les décors. Un peu comme si un esprit malin avait glissé, dans une bible dominicale, un brûlant feuillet d'amour.

Depuis le chatoyant *Axel*, monté naguère par Bourseiller au Studio des Champs-Élysées (et si injustement décrié), on sait comment un fond liturgique peut servir de repoussoir à de troublants accords. Mais, moins grassement voluptueux que *Tartuffe* (mis en scène par Planchon avec la maîtrise que l'on sait), *Dom Juan* renvoie à un sensualisme philosophique plus détaché, et sans doute moins riche d'émotion.

Antoine Bourseiller a souligné ce mélange de libertinage et de mysticisme, gommé ses aspects caricaturaux autant que le lui permettaient les traditions de la « Maison » et de ses comédiens. *Dom Juan* tranche sur les femmes et le ciel, et les rires de Sganarelle se glacent sous les voûtes de cuivre qui l'entourent et lui renvoient ses pauvres piteries. Dans cet oratoire de silence, l'éclairage apporte une nouvelle dimension : des éclats de personnages dérisoires éblouissent, par flambées, les yeux

de *Dom Juan* — et les nôtres — comme le film précurseur de sa propre fin. Inexorablement, la tragi-comédie de Molière vire au chant funèbre d'une messe de mort.

Si Desrières s'est glissé, sans révision déchirante, dans le costume, très simplifié, de *Dom Juan*, il a fallu sans doute beaucoup de courage à Jacques Charon pour accepter de remettre en question une carrière de comique bien établie. Les habitués guettent ses effets favoris, ne les trouvent pas et applaudissent — faute de mieux — Molière, quand Sganarelle lance un bon mot ou s'étale par terre. De son côté, l'excellent Jean-Paul Roussillon glisse gaillardement sur des sculptures d'étain quand, dans le rôle du gros Pierrot, il gronde Mathurine (Catherine Samie). Un passage des mieux enlevés.

L'humour et le tragique font donc bon ménage. Pourtant, quand Sganarelle, halluciné, embrasse le cadavre de *Dom Juan* et le rejette violemment, des sifflets montent vers la scène. Regrette-t-on « les gages » déchirants de Sorano dirigé par Jean Vilar, ou trouve-t-on l'effet trop audacieux ? Allons ! il est temps que la Comédie-Française parle le langage de son époque. Ce *Dom Juan* s'exprime simplement et suggère cependant le rêve. Molière n'en demandait pas plus. □

Musique

Plaisirs de la découverte

Bernard Sizaïre

Plutôt que de commenter la vingtième version d'une célèbre symphonie de Beethoven, j'ai préféré vous signaler aujourd'hui des enregistrements d'œuvres inédites.

Bach - Quinze « Sinfonie » à trois voix

Haydn - Trois trios à cordes

Ni l'auteur des *Passions* ni celui de la *Création* n'ont écrit là leur chef-d'œuvre. Les *Sinfonie* de Bach destinées au clavier devaient permettre à son fils aîné d'exécuter correctement trois « parties obligées ». La transcription pour instruments à cordes met parfaitement en évidence les trois voix et fait mieux goûter le charme mélodique de ce qu'on aurait tort de considérer comme de la musique didactique.

Les *Trios* de Haydn sont des divertissements qu'il faut prendre comme tels pour les apprécier pleinement. Musique heureuse et détendue dont le Trio à cordes de Paris donne une impeccable exécution. (*Chant du Monde*.)

Œuvres pour trompette et orgue

N'aimant guère certains numéros spectaculaires dont la musique fait souvent les frais, je n'en suis que plus à l'aise pour recommander ce disque, malgré deux chorals de Bach que la trompette dessèche un peu. Mais Albinoni, Viviani et les savoureuses danses de Claude Gervaise bénéficient de la virtuosité discrète de Marie-Claire Allain et Maurice André. L'orgue et la trompette prennent un caractère curieusement intimiste proche de la musique de chambre. (*Erato*.)

Carl Stamitz - Sinfonie en mi bémol

Dès l'abord, on pense à Mozart : même élégance mélodique dans les mouvements lents, même vivacité dans les allégros frémissants de basses et de violoncelles. On constate

ensuite que Stamitz n'est que le bon représentant d'un style que Mozart transcendait généralement. Car ses thèmes agréablement trouvés n'aboutissent jamais aux amples développements des ultimes symphonies mozartiennes. Pourtant Stamitz, qui contribue intelligemment à l'élaboration d'un genre qu'illustreront la symphonie *Prague* et la *Jupiter*, mérite d'être écouté, surtout dans le remarquable enregistrement du Collegium Aureum. Cet ensemble de solistes allemands se recommande par la finesse des attaques et la précision des mouvements rapides. (*Harmonia Mundi*.)

Diabelli - Messe de Noël

Bien écrite et bien chantante, dans la bonne tradition de Haydn, avec un rien de candeur mélodique, Diabelli, qui fut l'héritier de Haydn et de Beethoven, est plus qu'un musicien estimable et l'audition d'une de ses quinze messes réservera une

surprise agréable. L'interprétation admirable de fraîcheur et de vie, d'où nous détacherons le pur soprano de Christa Degler, est mise en valeur par l'exceptionnelle qualité sonore des enregistrements Charlin. (*Charlin - AMS - 81*.)

Chostakovitch - La Mort de Stenka Razine

Cette récente cantate doit plus à Moussorgsky qu'à Strawinsky, les procédés musicaux et le matériel sonore de l'auteur de *Boris* n'étaient que reliaés par une rythmique un peu appuyée. Le choix du sujet (l'exécution du héros populaire, contemporain de Pierre le Grand) justifie peut-être cet hommage indirect. L'orchestre, les chœurs et le soliste contribuent largement à l'intérêt de ce disque et lui communiquent une grandeur que le seul savoir-faire du compositeur n'aurait pu atteindre. (*Chant du Monde - LDX - A-78376*.)



HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

complète en 7 volumes illustrés

pour
36 F, 50
par mois

La critique internationale

La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

avec une nouvelle édition du TOME VII: L'EPOQUE CONTEMPORAINE revue et mise à jour fin 1965

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GENERALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (338 planches hors-texte, 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée. La collection complète des 7 volumes, y compris la nouvelle édition qui vient de paraître du tome VII: L'EPOQUE CONTEMPORAINE considérablement augmentée et mise à jour fin 1965, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36,50 F ou 3 versements de 136 F ou 394 F comptant. Vous pouvez ainsi, grâce au bon ci-dessous, recevoir immédiatement pour examen les 7 volumes, franco de port et d'emballage, et avec le droit de retour qui vous permettra, si vous étiez déçu, de les renvoyer avant 5 jours, dans leur emballage d'origine. Cette facilité ne pouvant vous être accordée que pendant 15 jours, il n'y a pour vous que des avantages à mettre, dès aujourd'hui, à la poste le bon ci-dessous puisque le droit de retour élimine pour vous tout risque.

BON à adresser à TRIBUNE (Pilote) 54, Bd Garibaldi PARIS-15^e

Veillez m'adresser pour examen les 7 volumes de l'HISTOIRE GENERALE DES CIVILISATIONS. Si je ne vous les renvoie pas dans les 5 jours, dans leur emballage d'origine, je vous réglerai comptant 394 F en 3 mensualités de 136 F en 12 mensualités de 36 F 50.

Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P..... ou bancaire.....
Banque.....
Signature.....

Vietnam

J'ai vu à Hanoi...

Dr A. Behar

A la tête de la 2^e Commission d'Enquête du Tribunal International contre les crimes de guerre, je suis resté 15 jours au Nord-Vietnam.

La Commission a spécialement enquêté dans les provinces de Nin-Binh et Thanh-Hoa, jusqu'au District de Ting Gia (à 300 km au sud d'Hanoi environ).

Des bombardements intenses

Deux types d'arguments viennent renforcer cette affirmation :

a) *Nos propres constatations* : la Commission a assisté de près à un bombardement le 29 janvier 1967 dans la ville de Tanh-Hoa.

De nos abris (les tranchées creusées à même le sol) nous avons vu la première vague d'avions américains lâcher les bombes incendiaires, puis une deuxième vague est venue bombarder à son tour.

Etant rapidement à même de visiter les lieux, nous avons vu un quartier entier en plein centre de Tanh-Hoa à 8 km du pont considéré comme point stratégique complètement détruit par les flammes et par les bombes soufflantes, les missiles et les roquettes.

C'est sur les lieux mêmes que nous avons compris le rôle de la deuxième vague aérienne : l'objectif n° 1 — l'hôpital de district — était en flammes, et l'évacuation des blessés en cours, a été stoppée nette, par les avions revenus sur les lieux. Les blessés ont été mitraillés et plusieurs tués par ce 2^e raid.

Nous avons vu ainsi les écoles, les marchés, les hôpitaux, les églises et les pagodes systématiquement attaqués et détruits : exemple : l'école primaire de That-Dien, en pleine classe, un avion lance un missile et des bombes à billes : bilan, l'institutrice, l'instituteur et 12 élèves tués sur le coup. Exemple : le séminaire près de la Mer Abing-Son, District de Tinh-Gia, bombardé nuit et jour avec des bombes d'une tonne, et pourtant, il est isolé avec une croix très apparente (mais détruite actuellement). Exemple : la léproserie de Quinh-Sap, située dans un lieu isolé, avec des croix rouges énormes bien visibles, avec des informations précises sur sa situation et son rôle... et que les Américains ont bombardé 33 fois !!! Exemple : la digue de Dinh-Tan (District de Vinh-

Din). Cette digue contient un bras important du fleuve irriguant la province de Thanh-Hoa, c'est-à-dire la possibilité d'irriguer les rizières cultivées par près de deux millions de Vietnamiens. Le 29 janvier 1967, 56 bombes d'une tonne sont tombées sur la digue longue de 1.500 mètres faisant des cratères de 20 à 30 mètres de diamètre. Mais ce qui est le plus important, et particulièrement visible sur les lieux après le bombardement, ce sont les fissures apparues à la base de la digue, fissures prédisposant aux infiltrations et à l'écoulement de la digue.

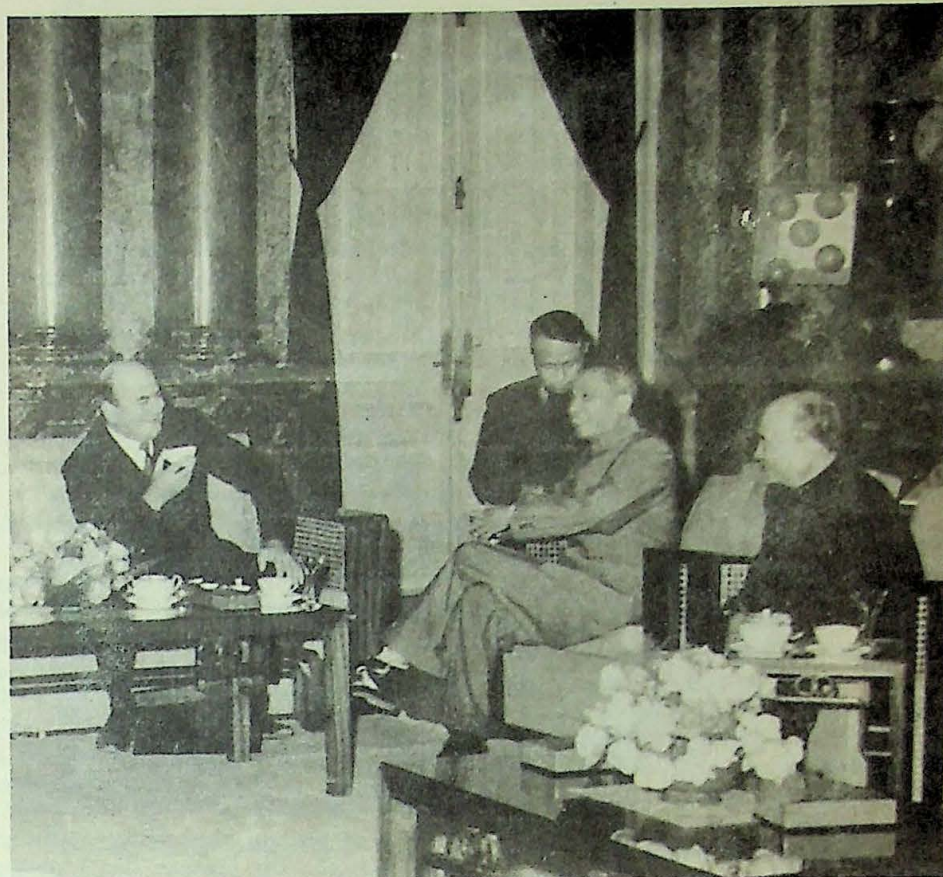
La seule solution pour les Vietnamiens est d'en reconstruire une autre en trois mois avant les grandes crues, sinon... c'est la destruction de toutes les récoltes et le retour à la famine.

Le bilan est éloquent : pas un seul hôpital provincial ou de District n'a été épargné, soit 92 établissements sanitaires, dont 14 hôpitaux de province, 24 hôpitaux de District, 7 hôpitaux spécialisés, 6 pharmacies de District, 6 écoles de cadres sanitaires.

La plupart des écoles « en dur » sont détruites, c'est-à-dire 294 écoles en tout : 109 primaires, 21 maternelles, 123 secondaires, 118 supérieures, 16 techniques, 7 complémentaires.

b) *Le type d'armes utilisées* : si un tiers des bombes sont de type classique ou soufflantes, donc dirigées contre « le béton et l'acier », un autre tiers sont des bombes incendiaires ou à billes, des missiles et des roquettes, donc meurtrières pour les êtres humains. Ce que sont les armes nouvelles : bombes à billes, bombes au phosphore, bombes au sodium, au magnésium, napalm. Ces armes nouvelles, sans effet sur les constructions, sont *uniquement* anti-personnel, surtout les bombes à billes : ce sont des grenades dont la paroi est constituée de billes d'acier, projetées avec une grande vitesse au moment de l'explosion. Ces billes causent des dégâts graves sur les êtres humains, et donnent des plaies de genre très spécial : petite porte d'entrée, gros dégâts internes.

Le type même des bombardements est caractéristique. Les bombes classiques sont utilisées dans la première vague ; les bombes au phosphore dans la deuxième vague, et pour empêcher les secours, les bombes à bil-



Le Docteur A. Behar reçu par M. Pham Van Dong, Premier ministre, et M. Pham Van Bac, président de la Cour suprême.

les au cours de la troisième vague. Il n'y a donc aucun doute : c'est ESSENTIELLEMENT des raids terroristes uniquement civils, destinés à saper le moral de la population et à faire pression sur le gouvernement Ho Chi-minh.

Quant aux objectifs militaires, ils sont parfaitement atteints. Je peux témoigner sur un cas précis : le Pont de Ham-Rong, sur la Nationale n° 1, pont stratégique essentiel qui contrôle tout le trafic vers le 17^e parallèle. Eh bien, malgré les attaques *journalières*, le pont est parfaitement intact. Il a coûté 48 avions aux U.S.A., mais... pas un pilier n'a été atteint par les bombes, les missiles, les mines fluviales...

Les conséquences sur le moral de la population

Elles sont l'inverse de celles prévues par les impérialistes U.S. Face à ces attaques, la R.D.V.N. a réagi en mobilisant tout le monde pour une guerre révolutionnaire, hommes, femmes, enfants sont engagés sur le double front de la lutte anti-aérienne et de la production.

J'ai vu les jeunes filles en armes dans les milices, les enfants transportant les munitions, les hommes au combat, avec des fusils, des armes automatiques ; de tous les villages, de toutes les villes part la riposte armée, et combinée avec la D.C.A., l'efficacité est certaine (là où la D.C.A. existe, hélas, dans un trop petit nombre d'endroits).

J'ai vu les paysans travailler dans les rizières sous les bombes, les ouvriers continuer la production dans les ateliers décentralisés, les étudiants faire de la recherche malgré tout, à

la campagne ; les enfants sont répartis dans les zones moins dangereuses. On fait la classe dans les abris. Tous ripostent à l'agression par une attention accrue à leur travail et en s'attachant à augmenter encore la production. Le Parti du Travail, étroitement soudé à la masse et ayant surtout toute sa confiance, organise, dirige, discipline les travailleurs sur une base authentiquement révolutionnaire.

Depuis le dernier des villageois jusqu'à Pham-Van-Dong lui-même qui nous a reçus peu avant notre départ. Il y a une détermination farouche et une certitude totale dans la victoire finale. Mais tous savent que cela dépend aussi de nous. Pham-Van-Dong m'a dit : « Nous avons l'internationalisme dans le sang. Ici, nous faisons notre devoir jusqu'au bout. A vous de faire le vôtre, en luttant à nos côtés, dans un front anti-impérialiste le plus large possible. »

Le problème n'est pas dans un appel à une négociation ayant pour objet d'abandonner le F.N.L. et de sacrifier le Sud pour le Nord. Il s'agit de stopper l'agression au Nord comme au Sud et d'obliger les Américains à déguerpir du Vietnam. Cette lutte claire exige la mobilisation de toutes les énergies sans exclusives, et notre Parti a une responsabilité énorme dans ce domaine. Car les Vietnamiens du Nord et du Sud comptent sur le PSU et il serait catastrophique de les décevoir. Notre action doit être surtout politique en particulier en soutenant le Tribunal de B. Russel, mais aussi comprendre une part de solidarité concrète. Les Vietnamiens ont besoin d'instruments chirurgicaux, d'anesthésiques, de livres scientifiques, de cahiers de classe, à vous de répondre à cet appel. □